

Horaires au Public réduits, emplois non pourvus : l'administration des finances publiques sous tension extrême !

Usagers, vous vous déplacez aujourd'hui dans nos services pour déposer une déclaration, régler une imposition ou pour obtenir des renseignements.

AUJOURD'HUI C'EST FERME !

Depuis le 1^{er} Mars 2015, suite à une décision unilatérale des Directions nationale et locale, les Hôtels des Finances Publiques sont fermés au public les mercredi et vendredi après midi. Dans le même temps, les trésoreries locales du département voient également leurs horaires d'ouverture réduits : fermeture tous les après-midis ou deux jours par semaine !

Cette décision fait écho aux nombreuses difficultés de nos services pour faire face à l'ensemble des missions. A cela s'ajoute toujours des suppressions massives d'emplois mais aussi un grand nombre d'emplois non pourvus (plus de 60 à ce jour dans notre département). **Ainsi, c'est clairement une dégradation du service public aux usagers qui s'organise, dans un plan global de démantèlement de nos services : la démarche stratégique.**

La solution de la Direction : REVENEZ DEMAIN !

Pour Vous :

- Un accueil inexistant les mercredi et vendredi après midi et plus d'attentes les autres jours
- Un temps de plus en plus court pour répondre à vos demandes et vous écouter.
- Un service public déshumanisé. La dématérialisation en lieu et place d'un service de proximité.
- Un traitement inégal des usagers pour ceux qui n'ont pas accès à internet ou qui ont des difficultés de déplacement.

Pour Nous :

- Une augmentation de la charge de travail à l'accueil sur les autres journées (actuellement : accueil physique :+56% et téléphonique :+33%)
- Des suppressions de services dans les prochains mois.
- Une dégradation constante des conditions de travail.
- Un dialogue de sourd sur tous les sujets avec les Ministres et notre Direction locale.

Nos missions (fiscalité des particuliers et des professionnels, gestion et contrôle des collectivités locales) sont au cœur du débat public et notre administration est particulièrement affaiblie.

L'administration gère des fichiers et non plus des personnes !

D'un côté, cela favorise l'évasion fiscale, de l'autre malheur aux salariés et retraités ! sans parler de la fracture numérique ! La lutte contre la fraude fiscale, le civisme fiscal à garantir, la réforme territoriale et les besoins des collectivités territoriales montrent bien pourtant l'utilité de nos services pour les populations.